

Le Soudan en mal de stabilité

I. - Le jeu du maréchal

Khartoum - Les portraits du président Nemeiry, revêtu de son uniforme de maréchal, ornent tous les bureaux des ministères et des administrations publiques, les halls des grands hôtels et la plus petite des échoppes de Khartoum. Les deux seuls quotidiens paraissant au Soudan - *Al Ayyam* et *Al Sahafa* - consacrent l'essentiel de leur première page aux déclarations et décrets du « président-dirigeant », généralement mis en relief par un titre s'étendant sur six colonnes. Les présentateurs de la radio et de la télévision égrènent sans se lasser, au début de leurs bulletins d'informations, les moindres faits et gestes du chef de l'Etat, qui, le 24 mai dernier, a été reconduit dans ses fonctions présidentielles pour un nouveau mandat de six ans avec 99,6% des voix exprimées.

Des élections sans surprise, puisque nul n'avait osé s'opposer au « candidat unique de la nation ». Au fil des ans et à la faveur d'épurations et remaniements successifs, le président Nemeiry a fait le vide autour de lui. Il est à la fois le chef de l'Etat et celui du gouvernement, le président du parti unique, l'Union socialiste soudanaise (U.S.S.), le commandant en chef de l'armée et le président de l'Agence d'informations soudanaise. Il « règne et gouverne » en s'appuyant sur une coterie de ministres et de conseillers personnels qu'il nomme et démet au gré des circonstances et qui ne prennent aucune décision sans lui demander au préalable son avis. L'esprit populaire soudanais, toujours en verve malgré les vicissitudes de la vie quotidienne, a résumé cette situation par une phrase faussement respectueuse : « Notre président est entouré de conseillers à qui l'on conseille de ne rien conseiller. »

Tous nos interlocuteurs, même ceux qui occupent des positions officielles, sont d'accord : le président Nemeiry n'aime pas partager le pouvoir et ne supporte pas les critiques. Il est sincèrement persuadé de détener la vérité et ne revient pas sur une action entreprise, même si celle-ci paraît devoir déboucher sur des situations impossibles. Tous ceux qui, au sein de son entourage, ont paru prendre un certain poids dans la vie politique du pays ont été impitoyablement écartés du pouvoir, exilés à l'étranger, renvoyés dans leur campagne natale ou bien promus à des postes honorifiques. D'où l'incroyable « valse des vice-présidents de la République » qui a jalonné les quatorze années de règne de M. Nemeiry.

La tentative de réconciliation nationale qu'il avait ébauchée avec l'opposition en 1977 s'est terminée en queue de poisson. M. Sadek el Mahdi, chef du parti Oumma et guide spirituel de la puissante secte musulmane des Ansars que nous avons rencontré avant son arrestation (*le Monde* daté 2-3 octobre), a perdu toutes ses illusions sur la possibilité d'un dialogue avec le régime. Il est particulièrement amer et se plaint des « méthodes personnelles et autocratiques » du chef de l'Etat qui, dit-il, ont fermé la porte à toute possibilité de discussion raisonnable. Le chef des Ansars se réfère de toute évidence à la « malheureuse affaire » des magistrats révoqués par le président Nemeiry au début de juin. Une affaire qui est devenue le grand scandale de l'année, puisque tout l'appareil judiciaire soudanais a été paralysé pendant près de trois mois à la suite d'un « coup de colère » du président.

Le chef de l'Etat avait-il des comptes à régler avec les magistrats soudanais qui s'étaient montrés jusque-là rétifs à l'égard des pressions exercées par le pouvoir ? Ou bien voulait-il tout simplement étendre son emprise sur l'un des rares corps constitués échappant encore à son autorité, mettant ainsi fin à l'indépendance de la magistrature ? Le fait est que le président, au cours de la cérémonie d'inauguration d'une cour d'appel provinciale, a choqué les Soudanais en qualifiant les juges de « corrompus », « oisifs » et « ivrognes », se promettant de mettre bon ordre au sein de la magistrature. Le lendemain, une quarantaine de juges, dont tous ceux qui s'étaient fait remarquer sur le plan syndical, étaient démis de leurs fonctions. La presse, totalement aux ordres, est restée étrangement muette sur cette affaire qui a fait contre le chef de l'Etat l'unanimité de la majorité silencieuse du pays. La plupart des groupements professionnels, les avocats, les professeurs et les étudiants ont condamné énergiquement le procédé utilisé et se sont solidarisés avec l'ensemble des juges qui, par vagues successives, ont présenté leur démission.

M. Hassan el Tourabi, le chef de l'organisation des Frères musulmans, récemment « promu » conseiller juridique du président de la République après avoir occupé pendant quatre ans les fonctions de procureur général chargé de la réforme de la justice, avoue tout simplement qu'il n'a pas été consulté au sujet de cette « pénible affaire », ajoutant avec le sourire que les « conseillers » du chef de l'Etat « reçoivent plus de conseils qu'ils n'en donnent ».

Le rôle des Frères musulmans

Le chef des Frères musulmans aime recevoir les journalistes étrangers et n'hésite pas à leur parler sans fioritures ni précautions de style sur les aspects négatifs du régime. Il y a un an, il avait provoqué une certaine sensation en Occident - ses propos ne sont pas reproduits dans la presse locale - en affirmant que le président Nemeiry avait « affaibli toutes les institutions du Soudan », que le parti unique « n'avait qu'une existence formelle », qu'il n'y avait plus de liberté « dans un pays où les gens ressassent des formules auxquelles ils ne croient guère », qu'« un fossé profond sépare le gouvernement du peuple » et qu'on ne pouvait désormais exclure un coup d'Etat militaire organisé par « un Jerry Rawlings ou un sergent Doe » (1).

Si étrange que cela puisse paraître, le chef de l'Etat n'a pris aucune sanction contre son procureur général contestataire, alors qu'il avait dans le passé limogé plusieurs de ses collaborateurs pour moins que cela. M. Tourabi, qui n'a pas modifié ses convictions, ne craint apparemment pas de mesures de rétorsion, bien que sa récente « promotion » au poste figuratif de conseiller du président ait été interprétée par certains comme une semi-disgrâce. « Je peux un jour quitter ce bureau ministériel, nous dit-il, mais les relations entre l'organisation des Frères musulmans et le pouvoir ne changeront pas pour autant. Nous avons décidé de collaborer avec le pouvoir dans le but de réformer le régime de l'Intérieur. Nous sommes opposés à toute tentative de déstabilisation qui conduirait le pays au chaos et à l'anarchie. C'est pourquoi nous participons à la défense du régime chaque fois que celui-ci est menacé. Le président le sait : il ne pourra y avoir de véritable complot contre le gouvernement si nous nous tenons à ses côtés. Rien ne peut se faire dans ce pays sans les Frères musulmans. »

En réalité, l'organisation des Frères musulmans semble divisée

sur le problème du « soutien conditionnel » qu'elle accorde au pouvoir. Les critiques de M. Tourabi ne seraient donc qu'un moyen de calmer les militants islamistes de base dont la plupart seraient profondément hostiles au régime. Quoi qu'il en soit, la discipline semble jouer à fond, puisque dans la pratique les Frères musulmans n'ont pas participé ou bien se sont opposés aux manifestations estudiantines qui, en 1982, ont menacé à deux reprises le fragile équilibre politique du pays.

En contrepartie de leur appui au régime, les Frères musulmans ont-ils réussi à « islamiser » le Soudan ? En tout cas, le maréchal Nemeiry a proclamé le 29 septembre la mise en œuvre d'une nouvelle législation islamique fondée sur le principe de « l'œil pour l'œil ». Les peines prévues par la chari'a islamique (flagellation pour consommation d'alcool, amputation de la main droite pour vol, lapidation pour adultère et décapitation en paiement du prix du sang pour meurtre) sont désormais applicables.

Le nombre des étudiants de l'université nationale de Khartoum qui portent l'habit islamique va en augmentant. L'enseignement de l'islam n'est plus le seul apanage de l'université islamique d'Omdurman et est désormais inscrit au programme de l'université de Khartoum. Jouissant de l'appui bienveillant des autorités, les Frères musulmans viennent de remporter, pour la onzième fois consécutive, les élections à l'Union des étudiants qu'ils contrôlent totalement. Il n'empêche que les forces et les partis de l'opposition, dont les activités sont formellement

interdites dans le pays, sont autorisées à l'intérieur des enceintes universitaires en vertu d'une vieille tradition démocratique. Communistes, nassériens, mahdistes, baasistes irakiens et autres opposants profitent largement de cette tolérance pour dénoncer ouvertement, et souvent en des termes virulents, la politique gouvernementale.

Un îlot de démocratie

C'est ainsi que le nom du président Nemeiry a été conspué au cours de plusieurs réunions publiques organisées dans le campus de l'université à propos de l'affaire des magistrats, malgré l'opposition des étudiants islamistes qui s'efforcent de limiter les manifestations estudiantines aux seuls problèmes universitaires. Comment expliquer l'existence de cet « îlot de démocratie » dans un pays soumis à de sévères lois d'exception ? En fait, l'Université constitue à la fois un exutoire pour une jeunesse en mal de liberté et une source d'informations utiles pour les nombreux policiers en civil qui traînent leurs semelles sur les pelouses des campus. Une fois sorti de l'Université, l'étudiant contestataire tombe sous le coup de la « loi de la sécurité de l'État » qui autorise le gouvernement à procéder à des arrestations arbitraires sans se référer aux instances judiciaires du pays.

Le chef des Ansars, M. Sadek el Mahdi, croyait pouvoir soutenir, toujours avant son arrestation, qu'« il existe malgré tout au Soudan un degré de liberté qu'on ne trouve toujours pas dans d'autres pays africains ». Il affirme cependant que les arrestations arbitraires au sein de l'opposition ont considérablement augmenté au cours des

six derniers mois. Il chiffre le nombre des personnes détenues sans jugement dans les différentes prisons du Soudan à « plusieurs centaines ». « Deux cents tout au plus », précise M. Tourabi. Le chiffre de cinq cents avancé par des milieux dignes de foi de l'opposition paraît plus près de la réalité. Sur ce nombre, les trois quarts au moins sont des communistes dont la majorité se trouvent en prison depuis au moins quatre ans sans même avoir été jugés. Le parti communiste, décapité lors de la répression qui suivit le coup d'État de Hachem el Atta en juillet 1971, s'est peu à peu reconstitué dans la clandestinité. L'arrestation, il y a deux ans environ, d'un de ses principaux dirigeants, M. Tigani el Tayeb, connu pour ses qualités d'organisateur, ne l'a pas empêché de poursuivre son lent mais patient travail dans les milieux ouvriers et intellectuels (2). Son secrétaire général, M. Ibrahim Nogoud, qui, dit-on, se trouve toujours à Khartoum, est un intellectuel respecté même dans les milieux de l'opposition nationaliste de droite.

Dans son bulletin ronéotypé mensuel *Al Maydan*, le parti communiste, tirant la leçon du passé, s'oppose à toute tentative armée de renversement du régime, estimant que seules des « démarches patientes » en vue d'assurer l'unité des différentes composantes de l'opposition peuvent un jour assurer la relève du pouvoir actuel. Une perspective qui semble bien lointaine si l'on tient compte de l'efficacité de la répression conduite par les services de sécurité récemment réorganisés par les Américains, ainsi que des divisions au sein d'une opposition qui est loin d'être homogène.

La menace d'un coup d'État militaire semble préoccuper le président Nemeiry depuis que ses rapports avec les chefs de l'armée se sont envenimés en janvier 1982 à la suite du limogeage du général Abdel Majid Hamid Khalil, commandant en chef de l'armée, et de vingt-deux officiers supérieurs. Le général Khalil avait fait peur : officier sorti du rang, proche des Frères musulmans et des mahdistes, il cumulait en plus de ses fonctions militaires les postes-clés de premier vice-président de la République et de secrétaire général du parti unique. Il avait, dit-on, refusé de tirer contre les étudiants qui protestaient contre l'augmentation du prix du sucre imposé par les experts du Fonds monétaire international.

Était-il devenu, comme certains l'affirment, le point de ralliement de l'opposition ? Rien n'est moins sûr. En revanche, ce qui est certain c'est que le général Khalil et ses compagnons s'étaient élevés violemment à plusieurs reprises, au cours des réunions de l'U.S.S., contre la « corruption » des milieux proches du palais présidentiel et contre le « style autocratique » de l'action du chef de l'État. On ajoute même que certains des officiers du « groupe Khalil » avaient envisagé la « démission forcée » du président Nemeiry au cours d'une séance plénière du parti en janvier 1982.

(1) Le capitaine d'aviation Jerry Rawlings a repris le pouvoir aux civils, au Ghana, le 31 décembre 1981. Quant au sergent-major Samuel Doe, promu depuis général, il s'est emparé du pouvoir au Libéria le 12 avril 1980.

(2) Selon les autorités de Khartoum, M. Tayeb aurait été libéré la semaine dernière.

Depuis, le chef de l'État ne fait plus confiance aux militaires. Il a supprimé le poste de chef d'état-major de l'armée qui est désormais confié à trois généraux. L'un deux, le lieutenant-général Tewfik Abou Kadok, celui-là même qui avait été promu pour avoir « découvert » le complot du général Khalil au début de 1982, vient d'être à son tour limogé, apparemment parce qu'il était devenu trop influent.

Le président Nemeiry ne se sert pas uniquement du bâton pour mettre au pas ses militaires. Il utilise aussi à l'occasion la carotte pour calmer leur grogne. Il n'y a jamais eu autant de promotions de lieutenants-généraux dans l'armée soudanaise qu'au cours de ces derniers mois. De même, les officiers participent désormais à la vie économique du pays à la tête de coopératives récemment créées pour fonctionner parallèlement aux entreprises civiles dans des domaines aussi variés que les transports publics, l'habitat, les travaux publics, les boulangeries et même les investissements bancaires.

Ayant, semble-t-il, écarté dans l'immédiat la menace d'un coup d'État, le président Nemeiry s'en prend à l'opposition, même s'il est manifeste que celle-ci n'a ni les moyens ni l'envie de s'emparer du pouvoir dans un pays menacé de banqueroute et de guerre civile.

JEAN GUEYRAS.

Prochain article :

**UNE SOCIÉTÉ
DE PÉNURIE.**

Le Soudan en mal de stabilité

II. — Une société de pénurie

Le maréchal Nemeiry a fait, en quatorze ans de pouvoir, le vide autour de lui, écartant notamment de très nombreux vice-présidents et faisant tourner court la tentative de « réconciliation nationale » ébauchée en 1977 avec le parti Oumma et la puissante secte des Ansars. En contrepartie de leur appui au régime, les Frères Musulmans font sentir leur influence, tandis que l'Université demeure un flot de libre expression et de contestation (*Le Monde* du 4 octobre).

Khartoum. — Traverser la capitale en voiture aux heures de pointe relève de la gageure. Bloqués par les goulets d'étranglement qui se forment autour des deux seuls ponts qui relient, par dessus le Nil Bleu, la ville de Khartoum proprement dite à Khartoum-Nord, les automobilistes font du surplace sous un soleil de plomb. Leur calvaire quasi quotidien est dû à l'incroyable sous-développement du grand ensemble que constitue Khartoum composé de trois villes que séparent les deux Nil.

En quinze ans, la population de la capitale est passée de trois cents mille habitants à plus de deux millions. L'équipement urbain n'a pas suivi au même rythme. Hormis quelques rares avenues asphaltées, généralement situées dans le centre de la capitale, le long du Nil Bleu, les rues de Khartoum ne sont que des chaussées envahies par le sable et défoncées par les intempéries. Pour pouvoir avancer, les voitures sont, la plupart du temps, obligées de zigzaguer dangereusement entre les ornières que les pluies transforment en petits lacs. Durant la saison sèche, les eaux des égouts, dont les canalisations, sur-utilisées, éclatent périodiquement, inondant les rues, les transformant en autant de bourbiers infestés de moustiques. Il y a également les disparitions mystérieuses de plaques d'égout qui menacent le piéton distrait ou l'imprudent automobiliste tentant de se garer sur ce qui ressemble vaguement à un trottoir.

Entre 1976 et 1981, le nombre de véhicules importés a presque doublé, alors que le réseau routier urbain se dégradait inexorablement. L'absence d'un système de transports en commun organisé a favorisé la multiplication des taxis, des minibus et des « bokassis » (Toyota transformés en moyens de transport collectif) et autres véhicules de fortune, pour la plupart des camions dont les châssis ont été modifiés tant bien que mal pour pouvoir contenir le plus grand nombre de passagers possible.

Les arrestations de « vagabonds »

Tous ces véhicules brinquebalants déversent dès les premières heures de la matinée dans le centre de la ville, venant des banlieues lointaines et de la campagne environnante, la grande foule des travailleurs et des désœuvrés. Ces derniers, pour la plupart des réfugiés du Sud ou des pays voisins, errent toute la journée dans la capitale à la recherche d'une occupation temporaire ou d'un introuvable emploi. Qualifiés par les autorités de « vagabonds », ils sont souvent ramassés au cours de rafles improvisées et conduits dans les commissariats de police où ils sont parfois sévèrement passés à tabac avant d'être renvoyés dans leurs villages du Sud ou dans les camps de réfugiés à la frontière.

En septembre 1981, plus de dix mille de ces « vagabonds » avaient été arrêtés en une seule journée. Trois mille d'entre eux, selon les autorités, faisaient partie de la « ligue panafricaine du colonel Kadhafi » et avaient été envoyés au Soudan pour y semer « le désordre et l'anarchie ». La propagande officielle chuchotait à l'époque qu'ils avaient notamment pour mission d'acheter des vivres et des marchandises de première nécessité pour... les jeter dans le Nil, afin d'entretenir la pénurie et de favoriser le marché noir.

Le nom du colonel Kadhafi, qui voue une haine inexpiable au maréchal Nemeiry, après l'avoir aidé en 1971 à écraser l'insurrection communiste de Hachem El Atta, est ici abondamment utilisé pour expliquer la plupart des maux et vicissitudes du pays. C'est un fait que le colonel libyen a essayé à plusieurs reprises, notamment en 1976, de déstabiliser le régime de Khartoum, mais, comme nous l'a affirmé le conseiller juridique du président Nemeiry, M. Hassan El Tourabi, Kadhafi est devenu l'épouvantail que l'on agite

pour inciter les Américains à aider le Soudan.

En fait, le marché noir, qui est devenu au Soudan une institution tolérée par les autorités, est le produit direct de la pénurie chronique qui s'est solidement installée dans le pays depuis l'effondrement des grands et ambitieux projets de développement du début des années 70.

La tutelle du F.M.I.

Au bord de la faillite économique avec une dette extérieure estimée en 1983 à environ 7,8 milliards de dollars, le Soudan a été contraint, pour éviter la banqueroute, de passer sous les Fourches Caudines du Fonds monétaire international qui lui a

imposé un programme de réforme économique fondé sur une politique très restrictive dans les domaines budgétaire et financier. Depuis lors, le président Nemeiry se trouve, selon l'expression d'un haut fonctionnaire international, sous la tutelle du F.M.I. et de la Banque mondiale. Pris en tenaille entre les demandes des experts financiers internationaux qui préconisent une politique d'austérité très rigoureuse et celles de la population qui souhaite l'amélioration de ses conditions de vie, le chef de l'Etat soudanais a dû se résoudre à prendre des décisions douloureuses qui ont rétréci comme une peau de chagrin sa popularité.

A deux reprises, en janvier 1982 et en novembre de la même année, le régime de Khartoum a été secoué jusque dans ses fondements lorsque le chef de l'Etat, cédant aux injonctions du F.M.I., a supprimé les subventions gouvernementales sur le sucre et le pétrole. Au début de 1983, le Soudan a été secoué par l'effondrement économique et la paralysie presque totale de ses institutions. Depuis, grâce aux promesses d'aide en provenance des pays occidentaux ou arabes, et des organisations internationales — qui totaliseront cette année plus de 700 millions de dollars, — le pays a trouvé un répit provisoire mais certain. La dette extérieure a été restructurée pour la cinquième fois depuis 1978. Alors que son service est estimé à environ 1,3 milliard de dollars, l'Etat devait rembourser cette année à peine 50 millions. Mais, soupire un haut fonctionnaire international, il est maintenant certain qu'il ne sera même pas capable d'honorer cet engagement.

Des ressources potentielles

Paradoxalement, les dirigeants soudanais ne semblent pas outre mesure inquiets en ce qui concerne l'avenir économique du pays. Ils savent que les donateurs occidentaux et arabes, fermant les yeux devant la mauvaise gestion et la stagnation qui caractérise l'économie du pays, poursuivront leur assistance, car ils auraient trop à perdre

en cas d'un changement brutal du régime. Le Soudan représente d'ailleurs pour les Etats-Unis, qui sont actuellement les principaux bailleurs de fonds du régime de Khartoum, une pièce stratégique maîtresse entre la Libye du colonel Kadhafi et l'Ethiopie du colonel Mengistu. Les créanciers espèrent également qu'avec le temps et une restructuration patiente de l'économie, et surtout de l'agriculture qui représente au Soudan un énorme potentiel sous-exploité, ils recouvreront beaucoup plus qu'ils n'ont avancé.

Déjà, les prospections pétrolières entreprises depuis 1974 dans le sud du pays, où la compagnie américaine Chevron a mis au jour un pétrole de bonne qualité à faible teneur en soufre, commencent à se

révéler prometteuses. L'exploitation commerciale des gisements de Bentiu est prévue pour la fin 1985. L'idée d'une raffinerie a été abandonnée pour des raisons politiques, son emplacement prévu à Kosti au nord du Soudan ayant soulevé des objections parmi les Sudistes, qui estiment qu'ils ont des droits prioritaires sur l'or noir découvert dans leur sous-sol, et également parce que sa construction serait trop onéreuse. Un oléoduc sera donc construit entre Bentiu et le port de Marsa-Nemeiry sur la mer Rouge, à 23 kilomètres de Port-Soudan, d'où il sera acheminé vers Yambo en Arabie Saoudite.

L'oléoduc, qui coûtera 2 milliards de dollars, aura dans un premier temps une capacité de 50 000 barils-jour qui serait éventuellement portée à 100 000 b/j. Il doit en principe entrer en activité vers 1986, permettant l'exportation du pétrole brut, qui sera partiellement réimporté après raffinage à des fins de consommation locale. Si l'on tient compte du coût de la construction du terminal de Marsa-Nemeiry estimé à 1 milliard de dollars et de la part qui sera dévolue à Chevron (30 %), on pense que le surplus qui reviendra à l'Etat soudanais allégera sensiblement le fardeau du déficit commercial chiffré à environ 1 milliard de dollars pour l'année en cours.

Tout le problème est cependant de savoir si la population soudanaise qui fait les frais de l'essentiel du programme d'austérité dicté par le plan de redressement imposé par le F.M.I. aura la patience d'attendre. Face à une inflation galopante estimée à environ 40 % par an, provoquée entre autres par la dépréciation sauvage et constante de la livre soudanaise qui, il y a encore six mois, a été de nouveau dévaluée de 44 % par rapport au dollar, les prix à la consommation ne font que grimper alors que les subsides sur les produits de première nécessité seront totalement supprimés d'ici à la fin de l'année.

Les salaires, qui, au bas de l'échelle sociale, s'échelonnent entre 27 et 40 livres par mois, sont nettement insuffisants pour assurer la subsistance d'une famille soudanaise qui compte en moyenne une dizaine

de personnes. Les prix des légumes oscillent entre 2 et 3 livres le kilogramme et celui de la viande, qui constitue une partie de la nourriture de base traditionnelle du Soudanais, entre 4 et 5 livres. Pour pouvoir survivre, les Soudanais sont donc obligés de recourir à divers expédients. Environ un million d'entre eux ont choisi de s'expatrier vers les pays du Golfe, ce qui a provoqué un exode des « cerveaux » qui pèse lourdement sur la bonne marche de l'enseignement secondaire et universitaire.

Ceux qui ne peuvent s'expatrier multiplient leurs occupations lucratives non déclarées. Ce qui explique en partie la corruption qui sévit à tous les échelons de l'administration et le taux élevé d'absentéisme au sein de la fonction publique, dont la qualité ne cesse de se dégrader après avoir été jadis l'une des plus efficaces du continent africain.

Le mécontentement populaire

Pour tenter de calmer le mécontentement populaire, les autorités lancent des appels à la télévision demandant aux Soudanais de combattre les spéculateurs et de ne pas encourager le marché noir. Elles distribuent également deux fois par an des primes équivalent à 40 % du salaire mensuel. Ces mesures paraissent cependant dérisoires aux yeux de la population, qui n'ignore pas les liens étroits qui existent entre les riches commerçants et le pouvoir. Au début de juillet, des manifestations contre la vie chère et la pénurie ont eu lieu à Atbara, centre ouvrier d'où partent en général tous les grands mouvements politiques et sociaux au Soudan. Il ne s'agit là, pour l'instant, que d'un mouvement isolé, mais l'avenir immédiat paraît sombre pour les dirigeants soudanais. Les prochaines semaines pourraient être décisives avec l'épuisement des stocks de pétrole que l'Arabie Saoudite avait fournis au début de l'année et avec la rentrée universitaire qui promet d'être agitée.

Le président Nemeiry compte sur sa politique de décentralisation, lancée il y a environ trois ans, pour remédier en partie aux maux de l'économie en assurant notamment une répartition équitable des ressources du pays. Le nord du pays a été divisé en cinq régions dotées chacune d'une assemblée locale et d'un gouvernement restreint de six ou sept ministres ayant des compétences techniques. L'idée était bonne, et tout le monde ici admet que le pays est trop vaste pour pouvoir être gouverné efficacement à partir d'un centre unique. La politique de décentralisation n'a cependant pas encore fait ses preuves. Il est vrai qu'en divisant le nord du pays en cinq régions l'Etat soudanais a réussi à se concilier certains de ses adversaires en multipliant les fonctions honorifiques et lucratives au sein des nouvelles institutions régio-

nales. Mais dans le fond rien n'a été résolu puisque, ainsi que nous l'avons affirmé une personnalité proche du régime, « en l'absence de toute participation populaire découragée par les autorités, la décentralisation est essentiellement dirigée de Khartoum ».

Toutes les grandes décisions concernant les régions, et même les plus infimes, sont prises par le président Nemeiry, parfois en dépit de tout bon sens. C'est ainsi que la capitale de la province du Darfour-Nord a été transférée de El Facher à Guinelna, à la lisière de la frontière avec le Tchad ; celle du Haut-Nil, de Malakal à El Nasser, près de la frontière éthiopienne, dans une région inaccessible six mois par an. La capitale de la province de Gezireh a été transférée de Wad-Medani à Rufa'a sur la rive est du Nil, alors qu'il n'existe même pas de pont sur le fleuve à cet endroit. On estime que tous ces changements coûteront à l'Etat plus de 500 millions de livres soudanaises, une dépense que certains jugent exorbitante, alors que le Soudan vient par souci d'économie de fermer vingt-deux de ses ambassades à l'étranger.

Plus grave encore : l'extension de la politique de décentralisation au sud du Soudan, qui, selon l'accord d'Addis-Abeba ayant mis fin à la guerre civile de 1955, devait rester uni, a été interprétée comme une tentative d'affaiblir la région méridionale, aggravant la rébellion larvée qui, depuis le début de l'année, semble s'y développer.

Prochain article :

L'ANYANYA II

LE MONDE 5 OCT. 83.

Déjà depuis quatorze ans dans le style autocratique du maréchal Nemeiry, le Soudan, en dépit d'énormes réserves potentielles, notamment dans le secteur agricole, affronte de graves difficultés économiques. Celles-ci ont entraîné de très dures mesures de rigueur, prises sous la pression du F.M.I., qui ont secoué deux fois le pays en 1982. Toutefois, les aides arabes et internationales fournissent un répit à l'économie (le Monde des 4 et 5 octobre).

Khartoum - « La division du Sud en trois régions était inévitable. Elle mettra une fois pour toutes fin à l'hégémonie que les Dinkas tentaient d'imposer à l'ensemble des provinces méridionales du Soudan. » Assis dans son bureau de vice-président de la République, M. Joseph Lagu, ancien chef des Anyanyas, parvient difficilement à dissimuler sa satisfaction amusée chaque fois qu'il évoque la déconfiture de son rival de toujours, M. Abel Alier, qui, dit-il, « aura maintenant tout le loisir de s'occuper du développement du Bahr-el-Ghazal et du Haut-Nil, au lieu de vouloir imposer la loi des Dinkas à l'Équatoria ». Issu de la petite tribu équatorienne des Madis, M. Lagu n'a jamais accepté la place que les Dinkas de Bahr-el-Ghazal, qui constituent le plus grand groupe ethnique autonome du Soudan, et leur alliés Nouers et Chillouks du Haut-Nil avaient fini par occuper à Juba, la capitale de l'ancienne région unifiée du Sud.

La bataille entre les « divisionnistes » et les « anti-divisionnistes » qui a marqué depuis trois ans la vie politique du Sud a pris fin le 5 juin dernier, lorsque le président Nemeiry a décidé d'autoriser de diviser le Sud en trois régions indépendantes. Les « anti-divisionnistes » ont aussitôt crié à l'arbitraire en affirmant que cette division était non seulement anti-constitutionnelle, mais également contraire à l'accord d'Addis-Abeba qui avait mis fin en 1972 à dix-sept années de guerre civile entre le Nord musulman et le Sud animiste ou chrétien.

Aucun doute n'est permis : l'article 4 de l'accord d'Addis-Abeba stipule que les « provinces de Bahr-el-Ghazal, d'Équatoria et du Haut-Nil constituent une région autonome au sein de la République démocratique du Soudan, qui sera connue sous le nom de la région du Sud ». Il est vrai que l'article 2 de ce même accord prévoit d'éventuelles modifications, mais celles-ci doivent être approuvées par le Parlement de Khartoum et confirmées par la suite par un référendum populaire organisé dans les trois provinces méridionales du Soudan. Excédé par les interminables querelles au sujet de la « division » du Sud, le président Nemeiry avait dissous vers la fin de 1981 le gouvernement régional de Juba, présidé alors par M. Abel Alier, chef de file des partisans de l'unité du Sud, aujourd'hui relégué au poste obscur de ministre des travaux publics.

Le président Nemeiry avait alors chargé le général Gasmallah Abdallah Rassas, chef de l'Académie militaire, de préparer dans les six mois un référendum sur l'avenir du Sud. Cette consultation, souhaitée par les uns et redoutée des autres, n'a jamais eu lieu, malgré la volonté du président Nemeiry de s'en tenir strictement au processus constitutionnel prévu par l'accord d'Addis-

Abeba dont il était le garant. Pourquoi donc a-t-il soudain changé d'avis ? La plupart des personnalités politiques de Khartoum que nous avons pu interroger à ce sujet affirment que c'est le vice-président Lagu, chef de file des petites tribus équatoriennes, qui a fini par convaincre M. Nemeiry que le meilleur moyen d'enrayer l'insurrection larvée qui a commencé à faire son apparition dans le Sud depuis le début de l'année était de « morceler » la région afin d'entraver la contagion de la rébellion. « En somme, il s'agit une fois de plus de diviser pour régner », affirment les « anti-divisionnistes », qui accusent M. Lagu d'avoir trahi ses idéaux dans le but d'assouvir ses ambitions personnelles.

La division du Sud, aussitôt proclamée, a relancé le mouvement insurrectionnel dans les deux provinces de Bahr-el-Ghazal et du Haut-Nil particulièrement touchées par la rébellion. Malgré l'isolement relatif dans lequel est maintenu le Sud, les nouvelles qui parviennent à Khartoum sont de plus en plus alarmantes. Les désertions au sein de l'armée se multiplient ; certains des militaires partent rejoindre les maquis de l'Anyanya-II, après avoir tué leurs officiers nordistes ; les attaques contre les commerçants, qui sont pour la plupart des musulmans du Nord, sont de plus en plus nombreuses. Aux termes de l'accord d'Addis-Abeba, l'armée soudanaise stationnée dans le Sud devait compter près de 12 000 hommes, dont la moitié de sudistes. Cette proportion n'a jamais été respectée et, à l'heure actuelle, les estimations les plus optimistes évaluent à environ 2 000 le nombre de militaires méridionaux demeurés encore à leur poste, alors que le chiffre des soldats dépêchés en renfort du Nord est en constante augmentation.

« Partout et nulle part »

Les rumeurs les plus folles circulent sur les « exploits » de l'Anyanya-II dont les maquisards sont « partout et nulle part ». Selon le récit d'un haut fonctionnaire international qui a vécu longtemps à Wau, les habitants de la capitale de Bahr-el-Ghazal ont reçu l'ordre de ne pas s'éloigner de la ville sans une autorisation des forces de sécurité. Les nuits sont troublées par le bruit de lointaines fusillades. « Ce sont des voleurs de bétail que nous pourchassons », affirment les autorités pour qui les membres de l'Anyanya-II ne sont que des « bandits de grand chemin ». Il est vrai que les vols de bétail sont fréquents, mais il s'agit pour la plupart des cas d'« opérations militaires » destinées à ravitailler les maquisards qui agissent avec d'autant plus d'impunité que les supplétifs chargés du maintien de l'ordre sont eux-mêmes gagnés peu à peu à la rébellion et ne disposent de toute façon que d'armes vétustes et hétéroclites, alors que les rebelles semblent disposer d'armes modernes.

Les premiers maquis de l'Anyanya-II, ainsi appelés pour se démarquer des maquis de l'Anyanya-I qui n'ont jamais totalement disparu, se sont constitués vers la fin de 1982, quand, à la suite d'une mesure dont l'insigne maladresse est maintenant reconnue même par les partisans de M. Lagu, les militaires de Khartoum ont tenté de mettre en application la politique dite de « rotation des troupes » entre le Nord et le Sud « pour sceller l'unité ethnique du pays ». En réa-

lité, le but de l'opération était d'éloigner du Sud les militaires autochtones jugés peu sûrs. Les premières troupes venues du Nord ont été accueillies à coups de fusil par les soldats des garnisons locales qui se sont par la suite éparpillés dans la nature. Les soldats du Sud, animistes ou chrétiens - les Églises se montrent sur ce point fort compréhensives - ont souvent deux ou trois épouses qui les aident dans les travaux d'agriculture et d'élevage qu'ils sont obligés d'effectuer pour pouvoir subsister. En effet, leurs maigres soldes ne leur permettent pas de subvenir aux besoins de leur famille généralement nombreuse. Leur transfert dans le Nord constituerait donc pour eux un drame personnel.

La mutinerie de Bor et de Pibor

La mutinerie des garnisons de Bor et de Pibor en mai a été la plus grave des révoltes contre la politique de « rotation », car elle a engagé du côté des mutins des effectifs de l'ordre d'un bataillon. Il a fallu plus d'une semaine aux troupes de Khartoum pour réduire la rébellion, et la ville de Bor, qui comptait avant cette affaire plus de 30 000 habitants, n'est plus aujourd'hui qu'une « cité morte », la majorité de la population ayant préféré rejoindre les maquisards dans les forêts avoisnantes.

Le grand échec de l'accord d'Addis-Abeba a été son incapacité à briser le mur de méfiance qui sépare le Sud du Nord et la haine presque instinctive que nourrissent les tribus sudistes à l'égard des « colons arabes » venus du Nord. Un comportement que certains n'hésitent pas à qualifier de « colonialiste » chez les dirigeants de Khartoum a, par ailleurs, aggravé ce sentiment. C'est ainsi que, dès qu'il est apparu que le pétrole découvert à Bentiu, dans le Sud, pourrait être exploité sur une base commerciale, le Parlement de Khartoum a subrepticement voté une modification de frontières pour inclure la région pétrolière dans le territoire du Nord. Cette loi, il est vrai, a par la suite été annulée, mais elle a laissé des traces dans les esprits.

Les sudistes se plaignent du sous-développement chronique de leur région et du fait que les promesses faites au lendemain de l'accord d'Addis-Abeba pour mettre fin à cette situation n'ont pas été respectées. On répond à Khartoum qu'en réalité des sommes considérables ont été allouées au Sud, mais qu'elles ne sont jamais parvenues à destination par suite de l'« incroyable corruption » qui règne au sein de la classe politique du Sud. On oublie cependant d'ajouter que cette corruption est délibérément entretenue par les dirigeants du Nord qui croient résoudre tous les problèmes en « achetant » les politiciens. De même, la « soif de pouvoir » qui caractérise bon nombre de politiciens du Sud explique certaines « conversions miraculeuses ». C'est ainsi que M. Lawrence Wol Wol, qui a été nommé en juin gouverneur de la nouvelle région de Bahr-el-Ghazal, condamnait un mois auparavant comme « non viable » la politique de « division » du Sud.

Mais, en règle générale, les politiciens dinkas, même s'ils trempent souvent dans des affaires de corruption qui n'ont pas au Soudan du Sud la même signification qu'ailleurs, ne sont pas disposés à se laisser « ache-

Le Soudan en mal de stabilité

III. - Les maquisards de l'Anyanya-II

ter » par Khartoum. Fiers jusqu'à l'arrogance, travailleurs acharnés, viscéralement attachés à leur sol, les Dinkas estiment que le Sud constitue un tout indivisible qui leur appartient et pensent en conséquence qu'ils ont autant de droits sur la province de l'Equatoria que les ethnies qui peuplent cette région.

Aux termes de la redivision du Sud en trois régions distinctes, tous les membres des ethnies méridionales devront regagner les régions où ils sont majoritaires. « *Ce chassé-croisé entre les trois nouvelles régions du Sud, nous a déclaré un haut fonctionnaire dinka, créera un véritable climat de guerre civile entre les tribus du Sud. On veut empêcher une guerre Nord-Sud en créant d'interminables querelles entre les ethnies du Sud. Nous ne tomberons pas dans ce piège. Nous ne voulons pas l'épreuve de force contre le Nord, mais nous sommes décidés à maintenir coûte que coûte l'unité et l'intégrité du Sud. Nous pensons d'ailleurs que les petites ethnies de l'Equatoria, pour l'instant trompées par le vice-président Lagu, partagent notre opinion. La région de l'Equatoria est jusqu'à présent demeurée à l'abri de la contagion de la rébellion. Mais jusqu'à quand pourra-t-elle se tenir à l'écart d'un mouvement qui ne peut laisser aucun sudiste indifférent ?* »

Une nouvelle guerre civile ?

Toutes les données sont réunies pour une nouvelle guerre civile. La puissance de l'Anyanya-II ne saurait être sous-estimée. La plupart des militaires qui l'ont rejoint, emportant avec eux leurs armements, sont des officiers de métier, alors que la guerre civile de 1955 avait été faite par de simples paysans de la brousse sans aucune expérience militaire. D'autre part, l'ossature de la nouvelle rébellion repose sur les puissantes tribus nilotiques qui consti-

tuent plus de la moitié de la population du Sud, alors que le conflit de 1955 ne s'appuyait que sur les petites tribus de l'Equatoria.

Les nouveaux rebelles, sans aller jusqu'à déclarer une guerre ouverte au Nord, en occupant par exemple les grandes agglomérations du Bahrel-Ghazal et du Haut-Nil — ce qu'ils seraient actuellement en mesure de faire, — disposent de nombreux moyens de pression pour faire aboutir leurs revendications unitaires et autonomistes. Jusqu'à présent, l'Anyanya-II ne s'est jamais attaquée aux chantiers du canal de Jonglei, bien que certains maquisards soient persuadés que cette entreprise gigantesque sert avant tout les intérêts des musulmans du nord du Soudan et de l'Égypte, premiers bénéficiaires de l'accroissement du débit du Nil qui résultera de l'assèchement des marais du Sud. De même, on ne voit pas comment ils pourraient, sans un accord qui leur accorderait des avantages substantiels, permettre la construction de l'oléoduc qui acheminera l'or noir de Bentiu à Marsa-Nemeiry à travers un territoire totalement contrôlé par la rébellion.

Ceux qui envisagent la sécession du Sud sont pour l'instant très minoritaires, mais, comme nous l'affirmait un intellectuel réputé pour sa modération, « *jusqu'à tout récemment encore, nous avions l'espoir qu'un accord avec les autorités de Khartoum était encore possible. La division du Sud a mis en pièces toutes nos espérances. Tout se passe comme si on voulait nous pousser à la sécession* ». Parmi les raisons de désespérer figure, à part l'incompréhension dont font montre les dirigeants du Nord, la répression qui a commencé à s'abattre sur les partisans du Sud unifié. L'ancien ministre de l'information, M. Bona Malwal, l'un des dirigeants les plus respectés du Sud, est, depuis mai, en résidence très surveillée dans des locaux de la sécurité publique, à quelques pas de l'ambassade de France. Il est l'un des fondateurs du mensuel

de langue anglaise *Sudanow*, une des rares publications que l'on peut encore lire au Soudan sans s'ennuyer à mourir, et compte parmi les adversaires les plus irréductibles de la politique de division qui, selon lui, compromet irrémédiablement la collaboration qui s'est instaurée entre le Sud et le Nord après l'accord d'Addis-Abeba. D'autres intellectuels et militants sudistes, moins chanceux, crouissent dans les geôles de l'infâme prison de Kobar à Khartoum.

Un « *sécessionniste* » que nous avons pu rencontrer à Khartoum estime que la coexistence avec le Nord n'est plus possible, même si le régime actuellement en place disparaît. « *Ce sont tous des Arabes*, affirme-t-il amer. Pour lui, un Sud « *entièrement indépendant* » ne constitue pas une vue de l'esprit. « *Toutes les conditions, dit-il, sont réunies pour la constitution d'un Etat indépendant du Sud : un territoire commun, la même langue, des ressources naturelles suffisantes et un débouché possible vers la mer par Mombasa. Ce qui nous fait cruellement défaut, c'est un appui international. Nous sommes prêts à nous allier avec tous ceux qui seraient prêts à nous soutenir, même avec Israël, l'U.R.S.S. ou le diable* ».

Pour l'instant, le seul appui dont semblent disposer les rebelles vient de l'Éthiopie voisine, où ils disposeraient de camps d'entraînement. Ce qui est sûr, c'est que certains des mutins de Bor et de Pibor se sont réfugiés en Éthiopie et que le commando sécessionniste se présentait comme étant le « *Front de libération du Sud soudanais* » qui a enlevé le 28 juin cinq fonctionnaires internationaux dans la région du mont Boma était venu d'Éthiopie. Les relations entre Khartoum et Addis-Abeba sont au plus bas, mais les Soudanais s'efforcent dans la mesure du possible de ménager les Éthiopiens. Ils savent que ces derniers ne peuvent aller trop loin dans leur appui aux rebelles de l'Anyanya-II sans s'exposer à des contremesures de la part du Soudan, qui fournit déjà une aide appréciable aux combattants érythréens.

Il n'empêche que la menace d'une guerre civile est prise au sérieux à Khartoum ; ce qui explique que les dirigeants soudanais aient adopté un « *profil bas* » en ce qui concerne le conflit du Tchad. La priorité est désormais accordée au front du Sud. Une expédition militaire de grande envergure est pratiquement impossible en raison des dimensions des provinces méridionales. D'autre part, l'économie soudanaise, déjà mal en point, supporterait difficilement une telle aventure. L'armée soudanaise semble, pour sa part, divisée sur l'avenir du Sud, et certains des officiers qui ont été récemment limogés estimeraient que ce problème ne peut être réglé que par des négociations politiques. On parle déjà à Khartoum d'une éventuelle médiation des États-Unis entre le gouvernement central et les rebelles du Sud pour éviter le pire.

FIN